

DROGUES, ENJEUX INTERNATIONAUX

LE VISIBLE ET L'INVISIBLE : LES MUTATIONS RÉCENTES DU TRAFIC DE GROS DE LA COCAÏNE

RÉSUMÉ

Ce texte analyse l'expansion du trafic transnational de cocaïne entre l'Amérique latine et l'Europe, marquée par une hausse de la production, des saisies et de la pureté, ainsi qu'une baisse des prix. Il met en lumière la « plateforme criminelle » : une gouvernance sophistiquée, où des équipes indépendantes de trafiquants

opèrent comme prestataires de service, coordonnées par des organisations telles que le PCC. Cette plateforme criminelle, fondée sur la confiance, la corruption et l'intégration de l'économie formelle, permet une adaptation rapide, une diversification des routes et une stabilité de l'offre, rendant la répression plus difficile.

Introduction

Au cours des dix dernières années, le marché transnational de la cocaïne à destination de l'Europe a connu une expansion sans précédent. Tous les indicateurs convergent en ce sens : hausse des estimations de production et des volumes en circulation, augmentation des saisies et des niveaux de consommation, progression de la pureté moyenne des produits disponibles sur le marché et baisse de leur prix de détail. Cette évolution est désormais solidement documentée par les principales agences françaises, européennes et internationales spécialisées dans le suivi des marchés des drogues et de la criminalité organisée (Bird *et al.*, 2025 ; EUDA, 2025 ; OFDT, 2023 ; Salhi, 2026 ; UNODC, 2025).

Cet article examine empiriquement l'hypothèse de la plateformisation criminelle du marché de gros, formulée dans nos travaux récents pour expliquer cette expansion rapide (Feltran, 2025 ; Lien & Feltran, 2025). Il est organisé en deux temps qui mettent en lumière un contraste constitutif de ce

trafic contemporain : d'un côté, la partie visible, les acteurs directement impliqués dans le transport de la drogue repérés au moment des saisies ; de l'autre, l'énorme sophistication secrète des organisations transnationales du crime organisé¹ impliquées dans la gouvernance criminelle des chaînes transnationales d'un produit illicite hautement lucratif (Varese, 2025).

La première partie détaille empiriquement l'opération logistique des équipes de trafiquants transnationaux. Ils opèrent comme des prestataires de service de transport, relativement indépendants, disposant de ressources importantes. La seconde explore la gouvernance souvent invisible de ces marchés en mutation, avançant notre hypothèse générale d'une plateformisation criminelle capable de coordonner, à distance et avec une remarquable sophistication, des chaînes logistiques d'une extrême complexité.

Nous analysons un cas empirique unique dans lequel la police fédérale brésilienne a surveillé huit expéditions de cocaïne vers l'Europe, organisées par un même réseau de trafic de gros,

1. La notion de crime organisé utilisée dans ce texte est sociologique ; elle a été développée par Federico Varese et ne doit pas être confondue avec le concept juridique. L'auteur propose un concept qui distingue les activités de production, de commerce et/ou de gouvernance, lesquelles constituent à leur tour des pouvoirs qui n'agissent pas en dehors du social, mais s'inscrivent au contraire dans la lutte sociale pour la légitimité (Varese, 2025).

* Directeur de recherche CNRS au Centre d'études européennes et de politique comparée (CEE Sciences Po).

** Sociologue et avocat, étudiant en master de sciences sociales à l'université fédérale de São Paulo (UNIFESP), assistant de recherche dans le cadre du projet SAB-Sciences Po « L'iceberg de la financiarisation : une ethnographie transnationale et multi-échelle des dettes dans les marchés illégaux (Asie, Amérique du Sud et Europe) ».

en quelques mois entre 2020 et 2021. Au total, ces expéditions ont permis d'exporter/importer 9,5 tonnes de cocaïne, pour une valeur marchande estimée à 570 millions d'euros. Ce volume ne représente qu'une infime partie de la cocaïne qui est entrée en Europe dans cette période, mais il est proche du total saisi en France en 2020 (13 tonnes).

Nous considérons ce cas comme exemplaire, dans la mesure où il s'inscrit dans le cadre d'une recherche beaucoup plus vaste, fondée sur l'analyse systématique de vingt autres affaires comparables, à partir d'un corpus de plus de 30 000 pages de documents officiels, ainsi que de plus de deux cents entretiens (33 utilisés directement pour l'argument de ce texte) et quelques mois d'observations réalisés dans plusieurs pays de part et d'autre de l'Atlantique, surtout au Brésil, en Bolivie, en France, au Portugal et au Royaume-Uni.

Dans une deuxième partie de l'article, nous renforçons donc une hypothèse de recherche beaucoup plus générale sur les mutations récentes du trafic de cocaïne à grande échelle entre l'Amérique latine et l'Europe. Elle s'intéresse à la partie souvent invisible, de la gouvernance criminelle de ces marchés, en essayant de montrer ce qui se cache derrière les équipes de transporteurs en contact direct avec la drogue. L'objectif de cette partie est d'illustrer comment une plateforme criminelle hautement sophistiquée en vient à réorganiser le marché mondial de la cocaïne.

La compréhension croissante du fonctionnement de cette plateforme criminelle apparaît essentielle, tant pour expliquer les transformations rapides du marché de gros de la cocaïne vers l'Europe au cours de la dernière décennie que pour envisager des réponses institutionnelles et opérationnelles adaptées. En effet, le contrôle, même efficace, des équipes locales d'exportation et d'importation demeure insuffisant face à une structure de gouvernance criminelle capable de les remplacer rapidement et de maintenir la continuité des flux.

La partie visible : exportateurs et importateurs

Au port de Águas Limpas (nom fictif), dans le sud du Brésil, une équipe locale de neuf trafiquants obéissant à une stricte hiérarchie fonctionnelle est implantée. Le groupe est coordonné par un garde civil municipal surnommé « GC ». La garde municipale est l'équivalent de la police municipale en France et, dans ce cas, est chargée d'assurer la sécurité du patrimoine de la commune sur le site du port. Le travail officiel permet à GC d'accéder à l'ensemble du port et d'y nouer des liens avec des fonctionnaires et des employés du secteur privé.

Il répartit les tâches de son équipe illégale pour chaque projet d'exportation de drogue : certains de ses hommes sont chargés de surveiller l'activité portuaire, d'autres de contacter les agents logistiques pour leur proposer des paiements, de choisir les entreprises dont les conteneurs seront contaminés, de cloner les scellés, d'introduire la drogue dans les conteneurs, d'assurer le transport de la drogue et de l'équipe, de gérer les questions de sécurité et de communiquer avec les supérieurs.

« Téflon » est l'un de ces neuf trafiquants, homme, âgé d'environ 35 ans, employé du service de planification du port, qui reçoit une commission pour chaque opération illégale qu'il facilite. Il fournit à GC des tableaux contenant des données, y compris en temps réel, sur la manutention des conteneurs : horaires précis de ceux qui seront utilisés, itinéraires spécifiques, registres internes du port.

Téflon ignorait que la police fédérale brésilienne surveillait des cargaisons dans le port d'Águas Limpas, avec l'autorisation de la justice. Les deux premières cargaisons surveillées sont passées entre ses mains, en décembre 2020. La première, contenant 322 kg de cocaïne, a été dissimulée dans un conteneur chargé de carreaux de céramique, fabriqués par une entreprise légale qui exportait ses produits vers le port de Valence, en Espagne. La deuxième cargaison, de 230 kg, a été placée dans un conteneur appartenant à une entreprise d'exportation de bois, à destination du même port.

L'organigramme des équipes d'importateurs basées en Europe est normalement l'image miroir de celui des exportateurs. Le responsable du retrait de la drogue du port en Europe est « Bibó », un trafiquant colombien d'une trentaine d'années installé en Espagne depuis de nombreuses années. Il est le seul à communiquer avec l'équipe brésilienne, en réalité avec un seul opérateur brésilien qui occupe une position plus élevée dans l'organisation du trafic. Personne de son équipe en Espagne n'a de contacts avec l'équipe brésilienne coordonnée par GC.

L'équipe de GC s'occupe de la partie opérationnelle et locale de l'exportation. Bibó prend tout en charge dès que la drogue arrive à Valence. Le retrait du port par le biais de la corruption, la répartition des destinations de la drogue dans des entrepôts européens et sa distribution vers différents pays sont assurés par son équipe de prestataires. L'une des destinations prévues, dans ce cas, était la France. Les deux premières livraisons surveillées semblent avoir fonctionné du point de vue des trafiquants, rien d'anormal n'est constaté. Les forces d'ordre ont décidé de prolonger le sondage afin d'accéder à l'ensemble du réseau.

En février 2020, un troisième chargement de 270 kg, placé dans un conteneur à destination d'Alger, a vu son scellé jugé irrégulier par les inspecteurs à son arrivée en Europe. La cargaison avait été volée pendant le trajet et le conteneur était vide de cocaïne à l'arrivée. Les trafiquants ont constaté ce fait le 18 mars 2020, s'interrogeant sur ce qui avait pu se passer.

La situation connaît alors une nouvelle inflexion. Tandis que l'annonce de cette saisie se diffusait au Brésil, GC rapportait à ses commanditaires, installés dans une résidence de luxe sur la côte de São Paulo, à près de mille kilomètres du lieu des événements, que la quatrième cargaison aurait été interceptée sur le territoire national, supposément par la police fédérale. Cette cargaison constituait la plus importante de la série, avec plus de 500 kg de cocaïne.

La succession de ces deux échecs de livraison a éveillé les soupçons des trafiquants. Bibó affirme, via l'application de messagerie Sky-ECC, qu'il pense qu'il y a un indic dans l'équipe de GC, ce qui est inédit après des années d'activité sur le marché. Il suggère donc de clarifier chaque étape de ces envois directement avec les personnes concernées.

Ce récit détaillé montre que les équipes d'entrepreneurs indépendants sont en réalité strictement surveillées par leurs commanditaires. Si l'on se penche sur les faits concernant les neuf membres de l'équipe de GC au Brésil, on constate que tous ont été convoqués pour participer à une « discussion » sur les faits. Il ne s'agit pas seulement d'une réunion entre eux, mais d'un tribunal extralégal, encadré dans ce cas par des membres du PCC, le *Primeiro Comando da Capital*, le groupe criminel le plus puissant d'Amérique latine à l'heure actuelle.

Ce dispositif est déjà bien établi au sein des réseaux criminels brésiliens : les personnes impliquées sont conviées à exposer leur version des faits et leur interprétation du différend en cause. En l'espèce, les discussions portent sur la disparition successive de deux cargaisons destinées à l'exportation. La première aurait été saisie alors qu'elle se trouvait encore sur le territoire brésilien, vraisemblablement lors d'une opération de la police fédérale ; la seconde n'a été identifiée comme manquante qu'à son arrivée en Espagne.

Dans la conduite de ces délibérations, les membres de l'organisation criminelle assument simultanément des fonctions d'instruction et d'arbitrage. Par leurs interrogations, ils mettent au jour les contradictions, comblent les zones d'incertitude et contribuent à la reconstitution des faits. À l'issue de cette procédure, ce sont également les « frères » du PCC – organisation structurée sur le modèle d'une fraternité secrète (Feltran, 2018) – qui prononcent le verdict. Les sanctions applicables aux individus reconnus responsables sont ensuite définies collectivement par les membres du PCC, conformément aux normes et aux dispositions statutaires qui régissent l'organisation.

Dans le cas présent, la délibération du PCC s'est tenue au domicile de GC, dans la petite ville d'Águas Limpas, en présence de l'ensemble de son équipe. Les échanges ont été dirigés par « Gafa », membre du PCC à l'origine du recrutement des services de GC, par l'intermédiaire de son associé connu sous le nom de « Schumi ». Sans l'émergence de ce différend et la nécessité de le trancher, ni l'un ni l'autre n'auraient vraisemblablement été identifiés, et le rôle du PCC dans ce trafic serait demeuré inconnu. Cet épisode illustre l'une des nombreuses fonctions de régulation exercées de manière secrète par les organisations criminelles dans le fonctionnement du trafic mondial contemporain. La résolution des conflits n'en constitue qu'une dimension parmi d'autres, que la suite de ce récit permettra d'examiner.

La discussion obéit à un ensemble de règles informelles relativement stabilisées : chaque participant dispose de la possibilité de présenter sa défense, tandis que les arguments et les éléments de preuve avancés par les différentes parties font l'objet d'un examen collectif. Ces procédures portant fréquemment sur des activités illicites de longue durée impliquant des acteurs susceptibles d'être sous surveillance policière, l'usage des téléphones portables y est souvent proscrit. Dans le cas étudié, la délibération s'est tenue dans un quartier résidentiel de classe moyenne d'Águas Limpas et s'est poursuivie jusqu'aux premières heures du matin. L'activité inhabituelle observée autour du domicile – lumières allumées durant la nuit, présence de nombreuses voitures et motos stationnées dans la rue – a attiré l'attention du voisinage. Plusieurs riverains ont alors supposé qu'un cambriolage était en cours au domicile du garde municipal, jusque-là connu comme un voisin sans histoires.

Ils ont alors appelé la police militaire, qui est intervenue. En vérifiant l'identité des personnes présentes dans la maison, ils ont constaté que la plupart étaient déjà connues des services de police et que certains étaient même des fugitifs. Cette nuit-là, une dizaine de participants à la discussion ont été arrêtés.

Le problème s'aggrave pour l'équipe de trafiquants coordonnée par GC. La prise en charge de la défense juridique des personnes arrêtées devient alors nécessaire et, là encore, c'est l'organisation criminelle qui dispose des contacts utiles. Les membres du PCC assurent l'infrastructure nécessaire au

soutien des individus impliqués, en mobilisant des services juridiques réputés compétents. Dans cette affaire, les avocats mandatés semblent avoir agi avec une grande rapidité puisque, en l'espace de deux semaines, tous les membres de l'équipe de GC, ainsi que d'autres participants au tribunal extralégal, ont vu leur détention levée. Les conditions exactes ayant conduit à cette décision demeurent toutefois inconnues : il n'est pas possible de déterminer si ces libérations résultent du respect des procédures légales, de l'exploitation d'irrégularités procédurales ou du versement de pots-de-vin destinés à obtenir la remise en liberté des détenus. Cette dernière hypothèse ne serait pas inédite. En effet, plusieurs travaux ont déjà démontré que les avocats qui défendent le PCC peuvent aussi bien agir légalement que se faire recruter comme membres de l'organisation pour faciliter la corruption tant des policiers que du système judiciaire (Feltran, 2020).

Il est bien connu toutefois qu'après la libération, un cycle de violence s'enclenche très souvent. De fait, « P2 », le bras droit de GC, a été tué le 13 avril 2020. GC lui-même a été tué le 6 mai ; le corps de « Rocha », membre chargé de transporter la drogue dans les conteneurs, a été retrouvé deux semaines plus tard, le 22 mai ; celui de « Potatoe », l'un des chauffeurs de l'équipe, quelques mois plus tard, le 4 juillet.

Ces meurtres, tous des exécutions sommaires par arme à feu commises en dehors des domiciles, avaient été décidés à l'issue de la discussion. Pour les membres du PCC, le procès extrajudiciaire établissait clairement que GC et trois de ses hommes avaient détourné des cargaisons de plus de 700 kg de cocaïne, en se faisant passer pour des agents de la police fédérale. Ils cherchaient ainsi à s'émanciper de leurs commanditaires, Gafa et Schumi, en supposant que ces derniers, installés à São Paulo – à près de mille kilomètres de Águas Limpas –, ne disposeraient d'aucun moyen pour élucider les responsabilités respectives dans l'échec de l'opération de trafic. Mais comme le PCC opère dans tout le pays et exerce une gouvernance stricte sur ses membres et associés, il n'a pas été difficile de recouper les informations sur chacune des personnes impliquées, leur réputation et leurs problèmes passés. La discussion a été organisée le jour même, sur place, et la culpabilité de ces individus était devenue évidente aux yeux du groupe criminel.

À la suite de cette série de règlements de compte décidés par le PCC, les commanditaires Gafa et Schumi s'entretinrent avec les autres membres de l'équipe de Águas Limpas, dont Teflon, afin de signifier le caractère particulièrement grave qu'ils attribuaient à cette affaire. Ils s'attachèrent ensuite à identifier des hommes de confiance en vue de reconstituer une nouvelle équipe d'exportateurs chargés de la logistique sur place.

Un mois après, ils étaient déjà en mesure d'annoncer à Bibo, en Espagne, que les exportations par voie maritime pouvaient reprendre à Águas Limpas. Ce port n'en était qu'un parmi des dizaines d'autres de différentes tailles, avec lesquels les associés exportateurs Gafa et Schumi opéraient, à cette époque, au sein des réseaux du PCC. Dans ces circuits, les importateurs issus de groupes criminels albanophones, italiens, espagnols et serbes constituaient les principaux interlocuteurs.

La logique de la prestation de service

Schumi et Gafa travaillaient également avec la logistique aérienne de la cocaïne. Au cours de la même période, entre fin 2020 et début 2021, les deux hommes ont organisé l'expédition de quatre cargaisons de cocaïne par avion et, pour ce faire, ont fait appel

à une première équipe de prestataires de service, composée de « Camisa Nova », propriétaire d'une entreprise d'exportation, et de son partenaire « Urso », un trafiquant lié au PCC.

Camisa Nova avait la réputation d'être très attentif à toutes les étapes des opérations, un coordinateur au profil centralisateur. Urso s'occupait des relations avec le PCC, qui pouvait être sollicité, comme nous l'avons vu précédemment, dans différentes situations.

Le premier vol, également surveillé par la police fédérale brésilienne dans le cadre de cette opération autorisée par la justice, transportait 572 kg de cocaïne. La drogue était dissimulée dans divers compartiments de l'appareil, propriété de Schumi, notamment sous les sièges et dans des structures aménagées à cet effet. Le jet privé a décollé de l'aéroport de Natal, dans le nord-est du Brésil, a fait escale aux îles Canaries, puis a poursuivi son vol jusqu'à un aéroport de la Belgique. Les messages cryptés indiquent que l'équipe d'accueil avait déjà payé afin que les employés de l'aéroport ne procèdent à aucune inspection de l'appareil. C'est ce qui s'est effectivement produit.

Fort du succès de ce premier envoi, assuré par deux pilotes professionnels de l'aviation civile, un deuxième vol reproduisit la même opération, avec une quantité identique de cocaïne. Les pilotes confirmèrent qu'une fois encore, aucun contrôle n'avait été effectué, ni en cours de trajet ni à l'atterrissage. Leurs services étaient rémunérés sur la base de 800 dollars par kilo transporté, soit un montant total de 1,2 million de dollars pour un seul vol. Chaque pilote a ainsi perçu, pour cette opération, une rémunération de 600 000 dollars.

Lors d'un troisième vol, effectué en novembre 2020, les trafiquants brésiliens se sont sentis suffisamment en sécurité pour augmenter les volumes de cocaïne en expédiant, cette fois, 1 100 kg. La répartition s'est faite comme suit, d'après les messages : 400 kg appartenaient à Schumi, 400 kg à Gafa, et 300 kg ont été réservés pour payer les frais opérationnels du trajet, en drogue. Destinés aux « amis européens », ces 300 kg garantissaient que les équipes en Europe engageraient d'autres prestataires pour le transport, la corruption, les frais de transaction financière, etc. Une fois encore, on voit ici comment les organisations criminelles investissent pour structurer et fidéliser leurs réseaux, permettant ainsi à des acteurs comme Schumi et Gafa, ainsi qu'à toute leur chaîne de prestataires, d'être fidélisés.

Sur ce montant, 100 kg auraient été destinés directement aux agents de l'aéroport de Bruxelles dans le même but de fidélisation. Le quatrième vol surveillé, en 2021, a transporté 1 500 kg, soit la capacité maximale de l'appareil. Grâce à divers pots-de-vin versés pour la corruption des personnels à l'arrivée, il n'était plus nécessaire de dissimuler la drogue, qui occupait alors toute la cabine de l'avion. Cette fois-ci, une partie de 10 % de la cargaison, soit 150 kg, a été réservée pour les paiements aux agents européens.

Parmi ces frais, il convient de souligner le coût consenti pour s'assurer la coopération des opérateurs financiers, qui peuvent atteindre 15 % de la valeur envoyée. L'un d'entre eux est connu au Brésil sous le nom de « Carlos », un homme d'origine libanaise,

naturalisé brésilien depuis plus de vingt ans, qui a développé des cabinets comptables capables d'effectuer des paiements, de créer des entreprises et de transférer d'importantes sommes d'argent, tant dans des banques que chez des courtiers, à partir de différentes villes européennes. Selon les dossiers consultés, ses bureaux, à Amsterdam, Rotterdam, Anvers, Madrid, Milan et Rome, agissaient de concert.

À titre d'exemple, Carlos a effectué des paiements liés à l'expédition de 1,5 tonne sur trois continents. En novembre 2020, 250 000 € ont été versés en monnaie locale à Praia, au Cap-Vert. Deux jours plus tard, un paiement en espèces d'un montant similaire a été enregistré à São Paulo, au Brésil. Le lendemain, 500 000 € supplémentaires ont été versés en dollars cap-verdiens² à Rome. Carlos a perçu une commission de 14,5 % du montant transféré, considérée comme conforme au marché actuel, mais bien plus élevée que ce que les trafiquants avaient l'habitude de payer il y a quinze ans (2 à 4 %, selon des interlocuteurs expérimentés interrogés dans le cadre de l'enquête).

Du côté européen, la réception des cargaisons de cocaïne était organisée par différents opérateurs, qui agissaient également selon une logique de prestation de service. Bibo opérait en Espagne, en contact avec des Brésiliens, des Espagnols et d'autres groupes de trafiquants européens. « Conan », un homme d'une quarantaine d'années, était l'équivalent de GC, mais à Valence. Responsable de la logistique locale, au port, il était également propriétaire d'une entreprise qui transportait légalement des conteneurs vides de la MSC. Il avait donc accès au port et récupérait les cargaisons de cocaïne en Espagne, recevant une petite part des cargaisons de cocaïne. Il travaillait avec un autre entrepreneur, propriétaire d'une flotte de camions. Ses opérateurs retiraient des conteneurs au port de Valence, en utilisant des accréditations commerciales parfaitement légales. Leur rémunération correspondait à une partie de la valeur des cargaisons. De nombreux autres opérateurs, chargés des moindres détails exigés par la chaîne de valeur, sont bien rémunérés pour leurs services et ignorent même parfois l'identité de leur employeur. « Mickey », comme on appelait l'un de ces hommes, assurait l'intermédiation commerciale entre les mafias européennes et sud-américaines. Dans d'autres cas, des pêcheurs connaissant bien la mer à proximité des points de stockage ou de distribution, des plongeurs et des pilotes professionnels de vedettes, d'hélicoptères ou même de semi-submersibles, des chauffeurs routiers, des opérateurs portuaires et aéroportuaires, des agents de sécurité et des organisateurs d'événements ont été enrôlés et recrutés.

D'autres individus ont simplement agi en tant qu'investisseurs ou ont prêté leur identité pour la création d'entreprises. « Arlon », « Bosco » et « Santos », par exemple, faisaient partie de l'échelon le plus bas des prestataires de service, assurant la sécurité personnelle des trafiquants et, lorsque cela était nécessaire, menant des actions coercitives telles que le recouvrement de dettes. Ce sont eux qui ont été engagés pour tuer GC, comme nous l'avons vu plus haut, après délibération des membres du PCC.

À tous les maillons de cette chaîne de valeur, la protection s'achète à prix d'or. Des agents publics ou privés, occupant des fonctions utiles au trafic, sont corrompus pour tolérer

2. Le *dólar-cabo* est un système très similaire au hawala, mode traditionnel de transfert informel d'argent reposant sur des réseaux de confiance entre intermédiaires. Dans le hawala, au lieu d'un virement bancaire formel, une personne remet de l'argent à un agent local, qui fait appel à un autre agent dans un autre pays pour remettre la somme équivalente au destinataire. Les compensations entre les intermédiaires ont lieu ultérieurement, par le biais de dettes, de commerce ou d'autres opérations financières, souvent sans enregistrement bancaire direct. Dans le *dólar-cabo*, la libération des fonds s'effectue sur présentation d'un jeton, généralement le numéro de série d'un billet physique en dollars, en réaux ou en euros.

la circulation de la drogue. À aucun maillon de cette chaîne, il n'y a d'intermédiaires-proprétaires qui achètent la drogue et en deviennent propriétaires, en y ajoutant leurs marges, comme c'était le cas autrefois. Plusieurs dizaines d'opérateurs fournissent aujourd'hui des services, à chaque opération, à une plateforme criminelle capable d'organiser les achats en Amérique du Sud et la vente directement en Europe.

La partie invisible : une plateforme criminelle mondialisée

Un homme connu dans le milieu criminel sous le nom de « Smoke », un Brésilien d'une cinquantaine d'années, d'origine modeste, a été arrêté loin de chez lui, au Mozambique, en 2020. À ce moment-là, Smoke était en fuite depuis plus de vingt ans, recherché par la justice brésilienne. Il s'agit de l'un des principaux fournisseurs de cocaïne bolivienne du PCC, une organisation qui travaille également avec des fournisseurs directs du Pérou et de Colombie. Le PCC opère également en partenariat avec plusieurs mafias importatrices de cocaïne du monde entier (Europe, Asie, Amérique latine et Océanie).

Smoke, qui vivait en Bolivie depuis deux décennies, s'était spécialisé dans la mise en relation de la production et de l'exportation, mais surtout dans l'amélioration de la qualité de la cocaïne raffinée dans le pays. Son investissement dans des laboratoires de production de chlorhydrate est attesté dans divers documents consultés, ainsi que dans des entretiens menés dans le cadre de cette recherche avec d'anciens trafiquants.

La relation de ces grands fournisseurs avec le PCC, ancienne et bien structurée, s'établissait surtout par le biais d'amitiés et d'une confiance tissées depuis les débuts de l'organisation criminelle, formée par des braqueurs de banque des années 1980 et 1990. Bien plus tard, certains d'entre eux deviendront des trafiquants internationaux, à l'invitation des grands trafiquants d'origine balkanique. Le travail de Smoke a favorisé le développement de l'« Agence », une structure de coordination du trafic interne et de l'exportation du PCC, dont le nom en portugais brésilien est « Sintonia do Progresso » (Feltran, 2025).

Smoke n'apparaît jamais lors des saisies de drogue, même lorsque celles-ci portent sur des cargaisons de plusieurs tonnes de cocaïne. Pendant les dernières décennies, il a raffiné et exporté d'importantes quantités de cocaïne bolivienne sans être identifié par les autorités. Dans une recherche empirique antérieure sur le PCC (Feltran, 2018), son nom n'émerge que dans les dernières années. Son activité s'est toujours caractérisée par une grande discrétion, reposant sur des interventions tactiques visant à améliorer l'infrastructure des flux mondiaux de drogues illicites. Des acteurs discrets de ce type sont essentiels à l'organisation de la chaîne de valeur illicite à l'échelle de vastes territoires. En Bolivie, il figure parmi ceux qui maîtrisent les dimensions logistiques de la production – des précurseurs chimiques au raffinage en laboratoire – ainsi que les dispositifs de communication, de sécurité, les schémas de blanchiment, les circuits de paiement et les mécanismes de corruption, c'est-à-dire l'ensemble des opérations généralement invisibles lors des saisies de cocaïne, même lorsqu'elles concernent plusieurs tonnes.

Mais Smoke est encore bien plus visible et traçable que les activités de l'Agence, cet organe de régulation du trafic de drogues du PCC. Comme toute fraternité criminelle fonctionnant comme une société secrète, le PCC fait de la discrétion l'une de ses armes les plus efficaces. Développée au cours des vingt dernières années, l'Agence a été décrite par une trafiquante internationale comme « *un organisme qui achète directement au producteur et vend la drogue à prix coûtant – sans marge – aux [membres] distributeurs finaux des réseaux du PCC, que ce soit au Brésil, en Europe ou dans tout autre pays* »³.

De plus, comme elle n'appartient pas à des individus spécifiques mais constitue un organe institutionnel du PCC, cette structure voit ses recettes directement réinvesties dans l'infrastructure même du trafic. Elle devient ainsi l'une des principales sources de financement de l'ensemble de la chaîne de valeur des activités illicites du PCC, lequel s'impose progressivement sur le marché international du trafic (Feltran *et al.*, 2023).

Cette chaîne globale est bien sûr beaucoup plus vaste que le PCC. De nombreux autres groupes criminels sont présents sur ce marché. Mais le PCC, en partenariat avec quelques groupes criminels balkaniques et latino-américains, compose la plateforme criminelle la plus puissante pour l'intermédiation globale de ce marché, qui couvre un ensemble très large d'activités : de la production et de la transformation de la drogue jusqu'aux stocks ; des contacts commerciaux et de la planification conjointe avec les mafias européennes et d'autres continents aux mécanismes disciplinaires de la justice interne ; de la logistique lourde impliquant avions et navires au recrutement de spécialistes tels que plongeurs et pilotes ; de l'achat de soutiens au sein du système juridique – avocats ou juges – à la structuration financière du blanchiment d'argent, mobilisant comptables, changeurs et dispositifs informels de compensation.

La coercition violente, bien que moins présente qu'on ne l'imagine, demeure disponible et est parfois mobilisée, comme nous l'avons vu. Le PCC, comme d'autres mafias impliquées dans cette plateforme, établit les règles de fonctionnement de l'univers criminel sous sa juridiction, garantit l'infrastructure de différents prestataires de service spécialisé, ce qui suscite la confiance sur les marchés. En somme, par l'intermédiaire de l'Agence, la faction criminelle assure sa capacité de régulation des équipes sous sa surveillance, et sa participation dans la gouvernance de ces marchés.

Comme il s'agit d'un marché fortement criminalisé, il ne peut exister de plateforme numérique ouverte offrant une infrastructure permettant aux équipes d'importation et d'exportation de s'inscrire directement pour fournir des services, comme dans les cas emblématiques d'Uber ou d'Airbnb. Mais le principe de fonctionnement de la plateforme criminelle, constituée de groupes latino-américains et européens, est exactement le même. Grâce à des réseaux de confiance, garantis par l'appartenance à ces mafias, les équipes de trafiquants sud-américains reçoivent des offres de service de transport et se positionnent pour réaliser l'exportation. La même offre est ensuite transmise aux mafias européennes, qui, à leur tour, se positionnent pour fournir les services d'importation sur le Vieux Continent.

3. Entretien réalisé par les auteurs avec « Silvia », nom fictif, 53 ans, trafiquante internationale de drogue liée au PCC, en mai 2022. On pourrait se demander comment une organisation criminelle peut vendre à prix coûtant, alors que son objectif principal serait le profit. Les choses se font en même temps : l'objectif principal du PCC est le profit de ses membres, et ces derniers vendent également la drogue de l'organisation, ce qui leur permet d'augmenter les deux profits en même temps. Voir Manso & Dias 2018.

En association avec différentes mafias du monde entier, mais surtout européennes, le PCC a participé à cette transformation structurelle de la chaîne de valeur mondiale de la cocaïne. Avant cette plateformesation, la chaîne de valeur de la cocaïne était constituée d'un réseau d'intermédiaires-propriétaires, c'est-à-dire de trafiquants disposant d'une forte présence territoriale qui achetaient la drogue à un maillon antérieur de la chaîne de valeur et la revendaient après y avoir ajouté une marge bénéficiaire. Au centre de cette chaîne, de grands négociants se posaient en intermédiaires privilégiés (Reuter, 2003), et Smoke était l'un d'entre eux. Cette structure a fonctionné pendant des décennies, atteignant un niveau de production stable qui s'est maintenu jusqu'en 2015 environ. Dans ce mode de fonctionnement, chaque réseau d'intermédiaires disposait de ses propres contacts et de ses propres infrastructures, ce qui rendait difficile l'homogénéisation et la centralisation, comme les contrôles de qualité et la stabilité d'offre. Jorge Rafaat, le « Roi de la frontière » entre le Paraguay et le Brésil, grand homme d'affaires et trafiquant de drogues des années 2000 et 2010, est un cas très connu d'intermédiaire-propriétaire qui littéralement n'a pas pu survivre après les mutations étudiées ici (Paes Manso et Nunes Dias, 2018).

L'économie de plateforme criminelle modifie radicalement la structure du marché global. Si le PCC, associé à d'autres mafias latino-américaines, peut désormais acheter la cocaïne directement auprès des producteurs colombiens, boliviens ou péruviens et la livrer, au prix coûtant, à n'importe lequel de ses distributeurs à travers le monde, tous les intermédiaires-propriétaires deviennent obsolètes. De la même manière, les groupes colombiens, équatoriens et péruviens ont pu commencer à utiliser cette structure. Le Roi de la frontière perd de son pouvoir, car la plateforme peut tranquillement contourner son territoire, en transportant la drogue par divers moyens et territoires. Dans le cas de Rafaat, toutes les enquêtes montrent que le PCC a tenté de négocier ce passage, en l'invitant à devenir l'un de ces puissants intermédiaires, détenteur de la logistique régionale, mais désormais sans capacité à déterminer le prix ou la qualité du produit. Rafaat s'est opposé avec véhémence à cette alternative, pendant des mois. Il s'est mis à se déplacer avec deux douzaines de gardes du corps, ce qui ne l'a pas empêché d'être brutalement assassiné par le PCC en 2016.

À chaque maillon de la chaîne logistique d'exportation via l'océan Atlantique, l'océan Pacifique ou la mer des Caraïbes, il est aujourd'hui possible d'identifier et de faire des appels d'offres à des équipes indépendantes d'exportation de cocaïne telles que celles dirigées par Schumi et Gafa, Camisa Nova et Urso, ainsi que des équipes locales comme celles des ports de Águas Limpas ou de l'aéroport de Natal, que nous avons vues à l'œuvre dans la première partie de ce texte. Pour chacune de ces expéditions, on trouve des prestataires de service spécialisé, qu'ils soient d'origine locale (GC, P2, Teflon, Potatoe) ou qu'ils disposent de connexions transnationales (Mickey, Carlos, Conan ou les pilotes du trafic). Ces équipes se réorganisent en fonction des opportunités, combinent des entreprises licites et des capacités illicites, et se connectent aux acheteurs européens (Ndrangheta, groupes criminels albanophones, comme nous l'avons vu, ou bien d'autres disséminés à travers le monde). Les appels d'offres et la sous-traitance des équipes d'importateurs comme Bibo se retrouve du côté européen.

La gouvernance de cette chaîne de valeur dépend autant de la capacité à réguler des flux logistiques sophistiqués, gérés de manière indépendante, que de la mise à disposition d'infrastructures permettant leur professionnalisation. Sans la capacité à résoudre les conflits internes et locaux, comme

à Águas Limpas, les détournements pratiqués par GC et son équipe entraîneraient une crise de confiance qui menacerait l'ensemble de l'opération internationale. L'intervention du PCC, ou la gouvernance criminelle, a permis de rétablir discrètement la continuité des affaires et la confiance transnationale nécessaire à la circulation de la cocaïne. Dans ce contexte, la violence n'apparaît pas en interne comme un désordre, mais comme un instrument de régulation économique et politique. Même lorsque le système pénal parvient à arrêter ses exécutants locaux, l'organisation rétablit rapidement ses positions de pouvoir et remplace ses opérateurs, préservant ainsi la stabilité de la plateforme criminelle.

Cette plateforme fonctionne grâce à une intégration sophistiquée entre corruption, finances illicites et économie formelle (entreprises écrans, prestataires de service, avocats, comptables, etc.). La corruption transnationale y est incorporée comme un coût structurel de l'activité, tandis que des entreprises légales, des opérateurs financiers et des réseaux de compensation internationaux assurent la circulation des marchandises et des capitaux, et la protection juridique.

Il en résulte la formation d'une infrastructure hybride, dans laquelle ressources illicites et économie formelle convergent pour produire richesse, influence et formes de développement local, tout en réduisant les incitations au contrôle étatique. Parallèlement, la fragmentation juridictionnelle – à la fois nationale et interétatique –, l'usage des cryptomonnaies, les systèmes de compensation informels et les réseaux logistiques multicontinentaux rendent les dispositifs de répression particulièrement difficiles à mettre en œuvre.

Notre étude met ainsi en évidence non pas l'expansion d'une organisation criminelle brésilienne vers l'Europe, mais l'émergence d'une plateforme criminelle transnationale, particulièrement sophistiquée, constituée d'alliances entre groupes criminels aux compétences complémentaires. Plus la plateforme est utilisée, plus les effets de réseau se font sentir, plus elle concentre de pouvoir et plus il devient difficile de la contourner.

Cette concentration de ressources (contacts, information, accès à des infrastructures importantes comme des laboratoires, hubs logistiques, etc.) contribue à la fois à la diversification rapide des routes d'acheminement de la cocaïne vers l'Europe, à la baisse continue des prix en gros, à la stabilisation de l'offre et à l'amélioration de la qualité de la cocaïne disponible sur les marchés de consommation.

Plus fondamentalement, cette plateformesation criminelle permet d'expliquer l'augmentation spectaculaire de l'offre mondiale de cocaïne, qui fait de l'Europe un lieu non seulement de consommation, mais aussi de transit de cette drogue. Tout comme Uber et Airbnb, cette plateforme montre que la croissance rapide de ces économies ne résulte pas d'une augmentation de l'offre ou de la demande, mais de la très grande capacité d'intermédiation entre les deux, qui génère de nouveaux besoins et de nouvelles utilisations. Beaucoup de ceux qui n'utilisaient pas de taxi et ne possédaient pas de résidence secondaire ont commencé à recourir à Uber et Airbnb, tout comme beaucoup de ceux qui ne consommaient pas de cocaïne sont devenus des consommateurs, dans différentes régions du monde.

En articulant production, transport et distribution à l'échelle globale, ces plateformes criminelles renforcent la capacité des acteurs impliqués à coordonner les flux transnationaux et à bénéficier d'importantes économies d'échelle, favorisant ainsi l'expansion continue du marché.

Méthodologie

Les données et les analyses présentées dans ce texte sont issues d'un vaste programme de recherche consacré à la gouvernance des marchés illégaux transnationaux, coordonné au CNRS depuis 2022.

Les procédures d'enquête ont été :

- 1) l'analyse de 21 dossiers d'opérations de la police fédérale brésilienne contre le trafic transnational de cocaïne*, souvent menées en collaboration internationale ;
- 2) 33 entretiens semi-structurés (sur les plus de deux cents réalisés dans le cadre de la recherche plus vaste), menés entre 2022 et 2026, avec des agents publics et privés au Brésil et en France (policiers fédéraux, agents des douanes, procureurs, journalistes, anciens trafiquants de drogues, anciens membres du PCC, employés d'entreprises de logistique et personnel aéroportuaire), en mentionnant le cas spécifique étudié et en évaluant son exemplarité ;
- 3) plusieurs mois d'observations de terrain réalisées au Brésil, en Bolivie, en France hexagonale, en Guyane, au Portugal et au Royaume-Uni. Ce programme a bénéficié du soutien de plusieurs institutions publiques françaises (CNRS, SAB-Sciences Po et programme PIRA-LAD/MILDECA).

Ce texte spécifique s'appuie principalement sur un corpus documentaire issu d'opérations de la police fédérale brésilienne. Pour l'analyser, nous avons conduit trois dizaines d'entretiens auprès d'autorités publiques, d'anciens trafiquants et de personnes détenues au Brésil, en Bolivie, en France (Hexagone et Guyane), au Portugal et au Royaume-Uni, ainsi que des observations ethnographiques réalisées de part et d'autre de l'Atlantique. La note méthodologique présente en détail les matériaux mobilisés, les procédures d'enquête et les modalités d'analyse retenues. À partir de ces entretiens, nous avons ensuite pu trianguler les récits des différents acteurs impliqués dans les trafics, malgré des données obtenues de sources disparates, pour élaborer notre cadre d'interprétation du phénomène (Feltran, 2025). Sur le PCC, la recherche s'appuie aussi sur une longue expérience de terrain (Feltran, 2018, 2020). Cette enquête spécifique vient s'intégrer à des projets de recherche plus larges, menés sur les sols européen, sud-américain et africain, sur les transformations récentes des marchés illégaux de la cocaïne (CNRS, PIRALAD-MILDECA, SAB-Sciences Po) et des voitures volées (ANR-FAPESP Globalcar). Au CNRS, Gabriel Feltran coordonne le projet « Gouverner les chaînes de marchés illégaux transnationaux » (2022-2032), et, au CEE-Sciences Po, il a coordonné le projet « Le trafic de cocaïne vers la France : enquête sur la chaîne de valeur », soutenu par le programme interministériel de recherches appliquées à la lutte antidrogue (PIRALAD) piloté par la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA, 2023-2026), qui a étudié le port et la ville du Havre, dans le nord de la France, en comparaison avec Rotterdam, aux Pays-Bas. L'argument de la plateformisation criminelle de ce marché résulte de la comparaison entre ces différents contextes liés par des chaînes de valeur, et a été publié dans Feltran 2025.

Tous les noms de personnes et, le cas échéant, de lieux ont été modifiés afin de garantir l'anonymat des interlocuteurs sur le terrain au cours de la recherche empirique.

* Notre corpus documentaire est constitué de 21 affaires portant sur l'exportation de cocaïne vers l'Europe. Pour chacune, nous avons rassemblé des dossiers pénaux, des enquêtes de police, des procédures d'enquête pénale, des demandes de mesures conservatoires (interceptions téléphoniques et télématiques, accès à des données stockées), des actes de poursuite ainsi que des pièces produites par le parquet fédéral brésilien, les parquets des États fédérés et les unités spécialisées dans la lutte contre le trafic transnational. Les dossiers les plus riches sur le plan documentaire, correspondant également aux volumes de cocaïne les plus importants, comprennent notamment l'opération Spiderweb (2019-2022), ayant conduit à la saisie d'environ 14,7 tonnes de cocaïne ; l'opération Hinterland, ouverte en mars 2021, qui fait état de 11,244 tonnes saisies et repose en partie sur des éléments issus de la coopération judiciaire internationale, notamment des données du système SkyECC ; l'opération Narco Vela, concernant plusieurs saisies réalisées entre juillet 2022 et mai 2024 au large du Cap-Vert (8 tonnes au total), impliquant des voiliers, des navires de commerce, les routes atlantiques, des renseignements de la DEA et les autorités françaises, dont l'interception, en septembre 2023, du navire Eros Daiana 2 par la Marine nationale dans les eaux internationales, avec la saisie d'environ 2,5 tonnes de cocaïne. Notre corpus documentaire comprend également l'opération Retis (2019-2022), qui a abouti à la saisie d'environ 6 tonnes de cocaïne. Dans l'un des épisodes documentés, 381 kg étaient destinés au port du Havre ; les autorités brésiliennes ont alors substitué la quasi-totalité de la cargaison par des simulacres, ne conservant qu'un seul colis contenant de la cocaïne afin de permettre la réalisation d'une livraison surveillée sur le territoire français. Enfin, l'opération Brabo (2015-2017) documente des saisies effectuées dans plusieurs ports brésiliens et européens, notamment à Kaliningrad (Russie), Rotterdam (Pays-Bas), Gand et Anvers (Belgique), Gioia Tauro (Italie) et Valence (Espagne). Au total, ce corpus représente plus de 30 000 pages de documentation, comprenant des rapports de renseignement, des procès-verbaux de saisie, des expertises, des requêtes de levée du secret des communications, des messages extraits d'applications telles que SkyECC et WhatsApp, des enregistrements audios, des images, des photographies, des vidéos, des rapports de coopération internationale ainsi que des pièces versées dans des procédures connexes. Ces informations ont été recueillies au cours de deux années de travail menées par l'équipe (2024-2025), en collaboration avec des policiers, des journalistes, des professionnels du droit et d'autres chercheurs.

Bibliographie

Liens accessibles 16/06/2026

Biondi K. (2016) *Sharing this walk : An ethnography of prison life and the PCC in Brazil*. Chapel Hill, NC, The University of North Carolina Press, 222 p.

Bird L., Đorđević S., Mejdini F. (2025) Sous les radars : Les opérations de trafic de cocaïne des Balkans occidentaux en Afrique de l'ouest. Genève, Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 61 p.

EUDA (2025) Rapport européen sur les drogues 2025 : tendances et évolutions. Lisbonne, European Union Drugs Agency.

Feltran G. (2018) *Irmãos: Uma história do PCC*. São Paulo, Companhia das Letras.

Feltran G. (2020) *The entangled city: Crime as urban fabric in São Paulo*, Manchester University Press, 288 p.

Feltran G., Vianna Pinho I., Bird Ruiz-Benitez de Lugo L. (2023) Filières atlantiques : Le PCC et le commerce de la cocaïne entre le Brésil et l'Afrique de l'ouest. Genève, Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 28 p.

Feltran G. (2025) A criminal platform for the cocaine trade: Governance mechanisms changing the balance of power in a transcontinental value chain. *European Journal of Sociology*, Vol. 66, n° 2, p. 169-197.

Hirata D.V. (2018) *Sobreviver na adversidade: Mercados e formas de vida*. São Paulo, Editora Unesp/CEM, 258 p.

Jara S.R.d.C. (2021) A cobrança: os sentidos de justiça das facções do Maranhão. Universidade Federal de São Carlos, Mestrado em Sociologia, 143 p.

Lien N., Feltran G. (2025) (I)llicit chains: Some new hypotheses regarding a changing global cocaine market. *Journal of Illicit Economies and Development*, Vol. 7, n° 1, p. 20-34.

OFDT (2023) La cocaïne : un marché en essor - Évolutions et tendances en France (2000-2022). Paris, OFDT, coll. Théma, 65 p.

Paes Manso B., Nunes Dias C. (2018) *A Guerra: a ascensão do PCC e o mundo do crime no Brasil*. São Paulo, Todavia, 344 p.

Reuter P. (2003) Do middle markets for drugs constitute an attractive target for enforcement? Paper presented at the Business practices of narcotics trafficking enterprises round-table conference, January 29, 2003, Washington DC.

Salhi Y. (2026) L'offre de stupéfiants en France en 2024. Paris, OFDT, coll. Notes de bilan, 20 p.

UNODC (2025) World drug report 2025. New York, United Nations.

Varese F. (2025) Introduction to special issue Production, trade and governance: A new definition of organized crime. *European Journal of Sociology*, Vol. 66, n° 2, p. 117-138.

Willis G.D. (2015) The killing consensus: Police, organized crime, and the regulation of life and death in urban Brazil. Oakland, CA, University of California Press, 216 p.

Pour citer cette publication : Feltran G., Neves W. (2026) *Le visible et l'invisible : les mutations récentes du trafic de gros de la cocaïne*. Drogues, enjeux internationaux, OFDT, n° 19, 8 p.

Remerciements

Les auteurs remercient la police fédérale brésilienne, le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), le Centre d'études européennes et de politique comparée (CEE Sciences Po), le projet PIRALAD piloté par la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA), ainsi que toutes les personnes ayant accepté de contribuer à cette recherche.

Ours

Drogues, enjeux internationaux

Directeur de la publication : Guillaume Airagnes / Rédactrice en chef : Ivana Obradovic
Coordination rédactionnelle : Ivana Obradovic
Comité de rédaction : Pierre-Arnaud Chouvy (CNRS Prodig), François-Xavier Dudouet (CNRS Irisso), Laurent Laniel (EUDA), Frank Zobel (Addiction Suisse)
Documentation : Isabelle Michot / Infographiste : Frédérique Million



69 rue de Varenne 75007 Paris - France
Tél. : +33 1 41 62 77 16
e-mail : ofdt@ofdt.fr

www.ofdt.fr